Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2010)

Heft: 1864

Artikel: Réforme du Conseil fédéral : pour qu'il soit dit : le gouvernement fait le minimum syndical pour réviser son propre fonctionnement

Autor: Gavillet, André

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009787

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Réforme du Conseil fédéral : Pour qu'il soit dit

Le gouvernement fait le minimum syndical pour réviser son propre fonctionnement

André Gavillet (05 avril 2010)

Le Conseil fédéral a rendu sa copie sur le sujet qui lui était imposé depuis 2004 par mandat du Parlement: repenser sa propre organisation. Que propose-t-il? Porter à deux ans la durée de la présidence, au pouvoir de coordination renforcé, et augmenter le nombre de secrétaires d'Etat. Impossible, sans rendre une feuille blanche, de faire plus minimal que cette réformette. Mais la feuille blanche, les experts n'apprécient pas. Ils y voient une provocation et un mépris affiché. Le minimum désamorce poliment le refus : il prouve hypocritement qu'on a fait un effort pour qu'il soit dit.

A la décharge du Conseil fédéral, rappelons que le Parlement ne manifeste pas, lui non plus, une vision claire de la réforme de l'exécutif; en 2004, il avait rejeté l'introduction d'un gouvernement à deux cercles, avec création de ministres délégués.

Le Conseil fédéral répugne à faire analyser par des experts compétents son propre fonctionnement. Ce serait pourtant la première démarche d'une méthode ordinaire. Il ne met pas plus de conviction à faire étudier la portée constitutionnelle et pratique des options de réforme.

Pour les secrétaires d'Etat, la légitimité de leur pouvoir n'est pas clairement établie (cf. DP 1860). Quant à la présidence, même symboliquement renforcée, elle entre non pas en conflit mais en besoin de coordination avec les affaires extérieures. Comment assurer cette complémentarité?

Il ne peut y avoir de débat sans documentation, évaluation, propositions dont la portée est analysée. A défaut, ce ne sera que faux semblant. Mme Widmer-Schlumpf est chargée de présenter pour le mois de juin un message additionnel. En deux mois, pour qu'il soit dit.

Le déclin de la gauche helvétique

Qui trop embrasse mal étreint

Jean-Daniel Delley (05 avril 2010)

Après les élections municipales zurichoises, les élections cantonales bernoises confirment l'érosion de l'électorat socialiste, un phénomène qui a débuté il y a plusieurs années déjà. Alors que la gauche socialiste et verte voit ses magistrats triomphalement reconduits au gouvernement cantonal, elle perd significativement du terrain au Grand Conseil. Au contraire de l'UDC qui peine à conquérir des responsabilités à l'exécutif, mais continue sa progression au Parlement. A signaler, c'est nouveau, que les Verts ne profitent pas du recul socialiste: cette fois, ce sont les Verts libéraux qui en bénéficient, ainsi que les bourgeois démocrates d'Eveline Widmer-Schlumpf. A cet égard, Berne ne fait que confirmer une tendance lourde.

A terme, ce grand écart n'est pas viable. Des magistrats progressistes, même de qualité, ne peuvent répondre aux espoirs mis en eux sans un soutien parlementaire substantiel. Pas plus que des succès référendaires tel que le récent rejet de la réduction du taux de conversion, peut-être prochainement de la révision de l'assurance chômage.

Les propositions de thérapie ne manquent pas qui toutes visent à remettre les socialistes helvétiques dans la course, avec en ligne de mire les élections fédérales de 2011. L'une des plus prisées, en particulier en Suisse romande, en appelle à une meilleure écoute de l'électorat populaire, dont les préoccupations auraient été négligées par une gauche tout à la fois élitaire et idéologiquement molle, parfois